



Un p'tit déj' pour mieux apprendre

Akim ZIANE

Trop d'enfants arrivent encore à l'école le ventre vide. Selon une étude, près d'un professeur des écoles sur deux identifie dans sa classe des élèves qui ont sauté le petit-déjeuner. En moyenne, ils seraient 3, 4 enfants par classe, du Cp au Cm2 et jusqu'à 13 % en Rep (Réseaux d'Éducation Prioritaire) et Rep+.

Si la raison économique n'est pas la seule en cause, elle se fait plus pressante avec la crise sanitaire. C'est donc pour donner un nouvel élan à l'opération

« **petits-déjeuners gratuits à l'école** » que Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, Olivier Véran, ministre de la Santé, Nathalie Élimas, secrétaire d'État chargée de l'Éducation prioritaire, et Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'Enfance et des Familles étaient en visite, mardi 16 mars, au groupe scolaire Ferdinand-Buisson, classé en Rep +, à Villiers-le-Bel.

Un fruit et du lait

Concrètement, chaque enfant de primaire recevra un fruit et une brique de lait. Cela pourra se faire lors de la césure entre l'accueil périscolaire et le début de la classe à 8h20, comme au groupe scolaire Ferdinand-Buisson.

« **Le lien entre une alimentation équilibrée et les capacités d'apprentissage des enfants est établi depuis longtemps. À l'inverse, la précarité alimentaire chez l'enfant renforce les risques de développer certaines pathologies à l'âge adulte, et notamment l'obésité, le diabète et**

certains troubles durables du comportement tels que l'hyperactivité et les troubles de l'attention. L'éducation à l'alimentation des jeunes enfants est donc la clé dans la prévention de ces pathologies », fait savoir

Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'Enfance et des Familles. Une promesse de 2018

La mesure était inscrite dans le plan pauvreté annoncé en 2018 par le président de la République. En 2019-2020, environ 153 000 élèves en ont bénéficié, deux à trois jours par semaine en moyenne, selon les cabinets des ministères de la Santé et de l'Éducation nationale.

L'opération se veut également pédagogique. Elle a pour but de transmettre aux élèves les notions de base de l'équilibre alimentaire. Elle vise également à leur faire acquérir des compétences langagières autour des saveurs, des textures, du goût et du plaisir. Enfin, la lutte contre le gaspillage et le tri des déchets seront également au programme.

Évidemment, cela demande un effort logistique. Sur ce point, le gouvernement laisse carte blanche aux acteurs de terrains : recteurs, responsables d'établissements mais aussi et surtout aux parents d'élèves. Il compte en effet sur la mobilisation de ces derniers, une fois la crise sanitaire passée, pour encadrer et faciliter cette distribution.

Projet ambitieux

Depuis le 1^{er} septembre 2020, la participation de l'État est passée à 1,30 € par petit-déjeuner. Un budget total de 14 millions d'euros a été voté lors du projet de loi de finances

pour 2021. De source gouvernementale, celui-ci pourrait être triplé à l'avenir. Car le projet est ambitieux. « **En plus des écoles situées dans les réseaux d'éducation prioritaire, celles qui se trouvent en dehors du zonage et accueillent des publics socialement fragiles pourront désormais bénéficier de cette mesure** », annonce Nathalie Élimas, secrétaire d'État en charge de l'Éducation prioritaire. Si la liste des communes concernées dans le Val-d'Oise n'a pas encore été dévoilée, Nathalie Élimas insiste : « **Les élus qui le veulent pourront se mettre en test pour être opérationnels à la rentrée prochaine.** »



Quatre ministres se sont déplacés à Villiers-le-Bel pour réinstaurer le petit déjeuner à l'école.